

## TRIPARTITE

## Le patronat : partenaire ou alibi ?

**La tripartite, rendez-vous cyclique qui réunit le gouvernement, la Centrale syndicale et les organisations patronales publiques et privées, n'est-elle en vérité qu'une bipartite qui s'accommode comme d'un ameublement du patronat ?**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - La date de la prochaine tripartite, fixée au 29 septembre prochain, a été arrêtée conjointement par le Premier ministre Ahmed Ouyahia et le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Abdelmadjid Sidi Saïd.

C'est ce binôme qui a statué seul sur le moment du rendez-vous. Son contenu aussi vraisemblablement, puisque le menu retenu est de forte teneur sociale. Il sera question, en effet, de «négociations» autour de la révision à la hausse du salaire national minimum garanti (SNMG), du rabaissement de l'impôt sur le revenu global (IRG) ainsi que du dossier des retraites. Rien donc qui intéresse directement l'entreprise économique. Même si l'UGTA, qui jouit du statut de représentant exclusif des travailleurs au sein de la tripartite, à l'exclusion des organisations syndicales autonomes, pense inclure, lors du prochain conclave, une discussion autour de conventions de branches et de groupes, en fait de conventions collectives, dans la sphère économique privée. Car ce point, s'il venait à être débattu le 29 sep-

tembre, est beaucoup plus proche du divers que de la préoccupation centrale. Surtout lorsque l'on n'ignore pas que la question des conventions collectives, au demeurant consacrée par le code du travail, est soustraite à la décision régaliennne du gouvernement ainsi qu'à celle de la Centrale syndicale. En ce sens qu'elle est fonction de l'intensité de la représentation syndicale dans le monde du travail. Et l'on sait que les travailleurs dans le secteur privé ne sont toujours pas organisés en entités qui leur confèreraient le statut et la force de partenaires sociaux. Autrement dit, quand bien même la tripartite retiendrait l'extrapolation de ce type de contrats professionnels au secteur privé, cela restera une résolution sans possibilité de traduction effective tant que les syndicats n'auront pas pris leurs quartiers dans le privé.

D'ailleurs, dans l'absolu, le patronat privé ne peut pas se dérober à la négociation de conventions tant est que la loi l'y oblige pour peu que les conditions (implantation syndicale et représentativité) soient réunies. On se demande alors quel rôle jouent les organisations patronales dans les



Photo : Samir Sid.

La question des salaires au cœur des débats.

négociations dites tripartites. Car, y compris pour la question du SNMG, la répercussion des résolutions sur l'entreprise n'est pas nécessairement contraignante.

Rares sont, en effet, les grilles de salaire dans le secteur privé qui sont fonction du SNMG. Aussi, sauf pour les fonctionnaires dont le bulletin de salaire est en rapport avec le SNMG, les augmentations que décidera la tripartite ne se répercuteront pas automatiquement par un plus à gagner pour les salariés du secteur privé.

Le menu de la tripartite peu, sinon aucunement engageante pour le patronat, ce dernier consentirait donc à une participation à la tripartite dans une attitude quasiment de figurant. Surtout qu'en mai dernier, il y eut une tripartite dédiée aux questions purement économiques.

Les patrons avaient alors négocié un assainissement de l'environnement des entreprises, notamment le rééchelonnement de la dette des entreprises à des taux bonifiés par le Trésor public, des

rabaissements fiscaux ainsi que la suppression du Crédoc pour les producteurs. La négociation n'a toujours pas abouti s'agissant du rééchelonnement des dettes. Les patrons privés, à l'instar des adhérents au FCE, participeront à la tripartite avec un sentiment de frustration exacerbée. Le Forum vient de dénoncer l'exclusion du patronat privé du programme national de mise à niveau des entreprises doté de 386 milliards de dinars pour la période 2010-2014.

S. A. I.

## IL ASSUME LA PREMIÈRE MOUTURE DU CODE DE L'INFORMATION

## Les contradictions de Mehal

**Dans une tentative de répliquer à la levée de boucliers causée par la première mouture du code de l'information, le ministre de la Communication s'est livré à une explication truffée de contradictions. Il affirme n'avoir eu aucune intention liberticide mais assume pleinement le fait d'avoir introduit la disposition d'emprisonnement des journalistes sous prétexte qu'il ne s'agissait que d'un projet de loi.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Se défendant d'avoir voulu porter un coup à la profession, le ministre, qui était l'invité du quotidien arabophone *El Khabar*, a âprement défendu le projet de code de l'information préparé par son département ministériel, révélant que c'est Tayeb Belaïz, le garde des Sceaux, qui s'était opposé à l'introduction d'un article sur les peines d'emprisonnement avant que le Conseil des ministres n'expurge le texte présenté par Mehal. «Je suis le premier à ne pas me réjouir de l'emprisonnement d'un journaliste. Personne ne peut faire de la surenchère à ce sujet. Je suis un défenseur de la liberté de la presse depuis l'ère du parti unique», a-t-il répliqué aux journalistes qui l'interpellaient à ce sujet. Pour sa défense, le ministre dira que «la mouture proposée prend en compte les propositions des partis politiques, de syndicats et de personnalités issues du monde de la presse. Nous avons pris le meilleur de la loi de 90». Mehal ne cache, néanmoins, pas son agacement des commentaires suscités par l'avant-projet de loi. «Ce n'était qu'un avant-projet et rien ne justifiait l'agitation qui l'a entouré. Certaines parties ont tenté de faire de la récupération», dira-t-il allant jusqu'à jurer qu'il n'avait jamais été sermonné par Ouyahia. Sur un tout autre registre, le ministre de la

Communication a fait savoir que «des chaînes de télévision privées pourraient voir le jour d'ici 2012». Sans donner trop de détails sur le contenu du texte qui régira l'ouverture de l'audiovisuel, il dira que «la décision sera au final du ressort du Conseil des ministres. Il n'est pas exclu qu'on présente deux ou trois moutures. Dès la fin du mois en cours, nous commencerons son élaboration. Il n'est pas exclu qu'il soit présenté pour adoption lors de l'actuelle session d'automne du parlement». Pour l'élaboration du cahier des charges de futures chaînes de télévision, le ministère



Photo : D.F.

Des chaînes privées verront le jour d'ici 2012.

de la Communication a confié la tâche au journaliste Rachid Arab. En attendant, le ministre de la Communication s'attellera à la

mise à niveau de l'ENTV. «Bouteflika m'a donné carte blanche pour la remise à niveau de la télévision. J'ai reçu instruction

de m'occuper de la qualité des programmes de la télévision. Si l'année dernière je me suis excusé pour la qualité des programmes de l'ENTV, aujourd'hui il ne me reste plus qu'à pleurer.» Le ministre de la Communication a profité de son passage à *El Khabar* pour appeler les journalistes à s'organiser en vue de la désignation de sept représentants dans le cadre de la mise en place de l'autorité de régulation. Il affirmera que l'Etat financera le conseil de l'éthique à l'avenir et lui fournira un siège.

Mehal dira également qu'il comptait mettre fin au marchandage dans les agréments des journaux : la nouvelle loi interdit sa cession à une tierce personne et l'annulation de l'agrément dans les 90 jours si la publication ne voit pas le jour.

N. I.

## À PROPOS DE TAMAZIGHT

## Le SG du HCA égratigne Benbouzid

**Le secrétaire général du Haut-commissariat à l'amazighité qui se trouvait hier à Oran, à l'occasion de l'ouverture du colloque sur Pierre Bourdieu, organisé conjointement avec le Crasc, a fait sensation lors d'un point de presse tenu en marge de l'événement.**

Laissant échapper une irritation à l'endroit du ministère de l'Education nationale, Youcef Merahi ne s'empêchera pas de dire ses quatre vérités quant à la situation qui est faite à l'endroit de l'enseignement de tamazight.

L'orateur, qui dit être profondément attaché à son pays et au caractère national de tamazight en tant que partie intégrante de l'identité algérienne, dénoncera la stra-

tégie de Benbouzid pour ce qui est de l'enseignement de tamazight. «Le ministre a dit que pour généraliser l'enseignement de la langue amazigh il faut du temps, je suis effaré. Au moment où la langue amazighe doit être consolidée et alors qu'il ne reste plus que 9 wilayas où l'on l'enseigne contre 16 au départ en 1995, à ce rythme même Alger va perdre ses classes. Et de poursuivre : «sur 240 000

apprenants, 90% sont concentrés en Kabylie parce que l'approche du ministère est bureaucratique et administrative. Le ministère est en train de kabyliser et ghettoïser l'enseignement de tamazight.»

Pour expliquer ses propos, Youcef Merahi évoquera d'abord le fait de refuser un audit, une analyse, de 10 ans d'introduction de l'enseignement de tamazight, de le maintenir toujours en tant qu'«expérimentation et surtout en tant que langue optionnelle, de ne pas trancher la question du choix. Est-on devant un enseignement ou un apprentissage ?» Par ailleurs, «l'absence de formation des for-

mateurs ne pas rendre tamazight obligatoire, maintenir l'enseignement comme facultatif» répondent à une stratégie où ne se retrouve pas le HCA, expliquera encore l'orateur. Celui-ci ira plus loin en regrettant que le HCA ne soit plus associé aux démarches du ministère comme pour le choix du caractère pour écrire en arabe, en latin ou en tfinagh. «Nous avons les caractères latins parce qu'il y a là, en la matière un substrat scientifique des productions. Le choix des caractères arabe ou tfinagh relève de l'idéologie», déclarera encore le représentant du HCA.

Fayçal M.